
Droit de la culture ; Droit du patrimoine

Orientation bibliographique préparée par le centre de ressources documentaires

La bibliographie ci-dessous a été réalisée pour les conservateurs stagiaires dans le cadre du module de formation initiale « Droit du patrimoine ».

Elle n'a pas prétention à être exhaustive mais propose les références de quelques outils essentiels, faciles à se procurer, pour aider ces professionnels dans leurs missions.

*Les ouvrages et articles précédés de * peuvent être consultés au centre de ressources documentaires de l'Inp.*

1. Droit de la culture : généralités

*AUBY Jean-François, *Le droit public de la culture*, Paris, Berger-Levrault, 2016, (coll. Les indispensables), 398 p.

*CORNU Marie, *Le droit culturel des biens, l'intérêt culturel juridiquement protégés*, Bruxelles, Bruylant, 1996, 621 p.

*DOUBOVETZKY Christophe, *L'essentiel du droit de la culture*, Issy-les-Moulineaux, Gualino, 2020, (coll. Les carrés), 152 p.

*LUCAS Jean-Michel, *Les droits culturels : enjeux, débats, expérimentations*, Voiron, Editions Territorial, 2017, (coll. Dossier d'experts, n° 821), 148 p.

NEGRI Vincent (dir.), *La diversité dans la gouvernance internationale. Perspectives culturelles, écologiques et juridiques*, (coll. Droits, territoires, cultures), Bruxelles, Bruylant, 2016, 224 p.

*PELLAS, Jean-Raphaël, *Droit de la culture*, Issy-les-Moulineaux, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence ; Lextenso éditions, 2015, (coll. Systèmes. Pratique), 173 p.

*ROMAINVILLE Céline, *Le droit à la culture, une réalité juridique : le régime juridique du droit de participer à la vie culturelle en droit constitutionnel et en droit international*, Bruxelles, Bruylant, 2014, (coll. Bibliothèque de la Faculté de droit et de criminologie de l'Université catholique de Louvain, n° 53), 896 p.

*WU Chin-Wen, *La coopération entre les personnes publiques en droit public français en matière culturelle*, Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2009, (coll. Collection du Centre de recherches administratives. Droit culture), 341 p.

2. Droit du patrimoine : ouvrages généraux, rapports et articles

2.1. Textes officiels [en ligne] <<http://www.legifrance.gouv.fr>> (consulté le 4 janvier 2021)

**Code du patrimoine, parties législative et réglementaire* [en ligne], Paris, Journaux officiels <https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?sessionId=6755870425D3D7DA68F53F06C2E1B4BE.tp_lgfr43s_1?cidTexte=LEGITEXT000006074236&dateTexte=20200101> (consulté le 4 janvier 2021)

**Loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine* (consulté le 4 janvier 2021)

**Projet de loi ASAP* n° 491, adopté, dans les conditions prévues à l'article 45, alinéa 3, de la Constitution, par l'Assemblée nationale, d'accélération et de simplification de l'action publique
<http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/acceleration_simplification_action_publicque>
(consulté le 4 janvier 2021)

Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables [en ligne], Paris, Journaux officiels
<<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000034316810&dateTexte=20181204>> (consulté le 4 janvier 2021)

2.2. Ouvrages généraux, rapports et articles

*ANTHOINE Emmanuelle, GÉRARD Raphaël, *Rapport d'information déposé en application de l'article 145-7 alinéa 3 du Règlement, par la Commission des Affaires culturelles et de l'Éducation sur l'évaluation de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine* [en ligne], Paris, Assemblée nationale, 2019, (Rapport du Sénat, n° 2253), 71 p.
<<http://www.assemblee-nationale.fr/15/pdf/rap-info/i2253.pdf>> (consulté le 4 janvier 2021)

*BLOCHE Patrick, *Rapport fait au nom de la Commission des Affaires culturelles et de l'Éducation sur le projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine, 17 septembre 2015* [en ligne], Paris, Assemblée nationale, 2015, (coll. Assemblée nationale, n° 3068), 2 tomes, 494 et 174 p.
<<http://www.assemblee-nationale.fr/14/rapports/r3068.asp>> (consulté le 4 janvier 2021)

Tome I : Rapport, 494 p.

<<http://www.assemblee-nationale.fr/14/pdf/rapports/r3068-tl.pdf>> (consulté le 4 janvier 2021)

Tome II : Tableau comparatif, 174 p.

<<http://www.assemblee-nationale.fr/14/pdf/rapports/r3068-tll.pdf>> (consulté le 4 janvier 2021)

*BORIES Clémentine, *Le patrimoine culturel en droit international : les compétences des états à l'égard des éléments du patrimoine culturel*, Paris, Editions A. Pedone, 2011, (coll. Publications de la Fondation Marangopoulos pour les droits de l'homme, n° 17), 556 p.

*CHAVENT-LECLERE Anne-Sophie, LE CAM Stéphanie, BRUNET Julien et al., *Permis de créer, la loi LCAP*, Paris, Juris Editions ; Dalloz, 2017, (coll. Juris art etc., n° 43), p.19-37.
<<http://fr.calameo.com/read/004648343cfbe70ffe041>> (consulté le 4 janvier 2021)

*CORNU Marie, BENHAMOU, Françoise (dir.), *Le patrimoine culturel au risque de l'immatériel : enjeux juridiques, culturels, économiques* : actes du colloque organisé par l'Institut national du patrimoine, Paris, 3-4 avril 2008, Paris, L'Harmattan, 2010, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 147 p.

*CORNU Marie, BASDEVANT Brigitte, FROMAGEAU Jérôme, (dir.) *Le patrimoine culturel et religieux : enjeux juridiques et pratiques culturelles*, Paris, L'Harmattan, 2006, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 349 p.

*CORNU Marie, FROMAGEAU Jérôme, HOTTIN Christian (dir.), *Droit et patrimoine culturel immatériel*, Paris, L'Harmattan, 2013, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 217 p.

*CORNU Marie, FROMAGEAU Jérôme, WALLAERT Catherine (dir.), *Dictionnaire comparé du droit du patrimoine culturel*, Paris, CNRS Editions, 2012, 1203 p.

*CORNU Marie, NEGRI Vincent, *Code du patrimoine commenté et annoté 2020-2021*, 4^e ed., Paris, Dalloz, 2020, 664 p.

*« De l'inaliénabilité à l'aliénation », *Revue de l'art*, 2019, n° 203, p. 5-8.

*DEGUERGUE Maryse (dir.), *L'art et le droit, écrits en hommage à Pierre-Laurent Frier*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2010, 415 p.

**Droit public et patrimoine : le rôle du Conseil d'Etat* : actes du colloque organisé par le Comité d'histoire du Conseil d'Etat et de la juridiction administrative et le Comité d'histoire du ministère de la Culture en partenariat avec l'Institut des Sciences sociales du politique, les 16 et 17 mars 2018, Paris, Comité d'histoire du ministère de la Culture ; La Documentation française, (coll. Travaux et documents, n° 40), 2019, 317 p.

*FORNEROD Anne, *Le régime juridique du patrimoine religieux*, Paris, L'Harmattan, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 2013, 512 p.

*GIMONNET Catherine, « Loi ASAP : ce qui va changer dans le domaine de la culture et du patrimoine », *Le Journal des arts*, 2020, n° 555, p. 8.

*GUILLOT Philippe Ch.-A., *Droit du patrimoine culturel et naturel*, 2^e éd., Paris, Ellipses, 2017, (coll. Mise au point), 160 p.

*HERITIER Annie, *Genèse de la notion juridique de patrimoine culturel : 1750-1816*, Paris, L'Harmattan, 2003, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 304 p.

KONO Toshiyuki (dir.), *The impact of uniform laws on the protection of cultural heritage in the 21st century*, Boston, Martinus Nijhoff, 2010, 786 p.

*LAJARTRE Arnaud, PONTIER Jean-Marie, VERJAT Armelle et al., *La loi LCAP du 7 juillet 2016 et ses suites : une sélection d'articles publiés chez Dalloz, conférence « Le code du patrimoine après la loi LCAP du 7 juillet 2016 » organisée par l'Inp, à l'INHA, le 30 janvier 2018*, Paris, Editions Dalloz ; Institut national du patrimoine, 2018, 70 p.

MAYOR Anne, NEGRI Vincent, HUYSECOM Eric (dir.), *African Memory in Danger – Mémoire africaine en péril*, Journal of African Archaeology, Monograph Series, September 2015, vol. 11, 159 p.

*MOURON Philippe (dir.), *Liberté de création, architecture et patrimoine : regards croisés sur la loi du 7 juillet 2016*, Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2018, (coll. Droits, pouvoirs et sociétés), 143 p.

*NEGRI Vincent (dir.), *Le patrimoine culturel, cible des conflits armés. De la guerre civile espagnole aux guerres du 21^{ème} siècle*, Bruxelles, Bruylant, 2014, 249 p.

*NEGRI Vincent, *Le patrimoine culturel dans le prisme de la résolution 2199 (2015) du Conseil de sécurité des Nations-Unies* [en ligne], Paris, UNESCO, 2015, 14 p.

<http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/CLT/pdf/Etude_negri_RES2199_01.pdf> (consulté le 4 janvier 2021)

*« Protection du patrimoine : les nouveaux outils à l'épreuve du terrain », *La gazette des communes, des départements, des régions*, 2018, n°3 5, p 34-40.

Orientations pour le développement de législation et de systèmes de gestion du patrimoine culturel, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 2011, 140 p.

**Patrimoine et Europe*, Actes des 3^e rencontres de Périgueux, octobre 2008, Université Montesquieu-Bordeaux, Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, 2010, 133 p.

*POLI Jean-François, MEZGHANI Nébila (dir.), *Droit et protection du patrimoine culturel dans les pays méditerranéens*, Paris, L'Harmattan, 2006, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 207 p.

*SARR Felwine, SAVOY Bénédicte, MARECHAL Isabelle et al. *Rapport sur la restitution du patrimoine culturel africain. Vers une nouvelle éthique relationnelle*, [en ligne], Paris, Elysée - Présidence de la République ; Ministère de la Culture, 2018, (coll. 2018-26), 240 p.

<http://restitutionreport2018.com/sarr_savoy_fr.pdf> (consulté le 4 janvier 2021)

*SERAIN Clément, « Les politiques de l'Union européenne pour la conservation-restauration du patrimoine culturel », *In Situ* [en ligne], 2018, n° 34, 19 p.

<<https://journals.openedition.org/insitu/16054>> (consulté le 4 janvier 2021)

2.3. Droit du patrimoine immobilier

*« Dossier : loi CAP », Paris, Dalloz, 2017, (coll. Revue de droit immobilier : urbanisme, construction, n° 2), p. 56-71.

- HUET Michel, « Création, architecture et patrimoine », p. 56

- PLANCHET Pascal, « La rénovation du cadre de la protection patrimoniale : une réforme sous le signe du compromis », p. 59

- TOUZEAU-MOUFFLARD Line, « Les travaux sur les immeubles protégés après la loi du 7 juillet 2016 », p. 64

2.3.1 Archéologie

2.3.1.1 Textes officiels [en ligne] <<http://www.legifrance.gouv.fr>> (consulté le 4 janvier 2021)

Code du patrimoine

[Livre V : Archéologie \(partie législative\)](#)

[Livre V : Archéologie \(partie réglementaire\)](#)

[Décret n°91-787 du 19 août 1991](#) pris pour l'application de l'article 4 bis de la loi n°80-532 du 15 juillet 1980 relative à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance et de la loi n°89-900 du 18 décembre 1989 relative à l'utilisation des détecteurs de métaux, JORF 20 août 1991. Codifié dans la partie réglementaire du Code du patrimoine mais toujours applicable dans les DOM

[Décret n°2002-450 du 2 avril 2002](#) portant dispositions applicables aux agents de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, JORF 4 avril 2002. Version consolidée au 6 décembre 2018

[Décret n° 2004-490 du 3 juin 2004](#) relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, JORF 5 juin 2004. Codifié dans la partie réglementaire du Code du patrimoine mais toujours applicable dans les DOM

[Décret n°2007-823 du 11 mai 2007](#) relatif au Conseil national et aux commissions interrégionales de la recherche archéologique, JORF 12 mai 2007. Codifié dans la partie réglementaire du Code du patrimoine sauf article 20 : composition de la CIRA Outre-mer

[Décret n° 2012-1334 du 30 novembre 2012](#) relatif aux conditions de prise en charge des fouilles par le Fonds national pour l'archéologie préventive, JORF 2 décembre 2012

[Décret n° 2013-394 du 13 mai 2013](#) portant publication de la convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique (ensemble une annexe), adoptée à Paris le 2 novembre 2001 (1)

[Arrêté du 8 juillet 2004](#) portant définition des qualifications requises des personnels des services et personnes de droit public ou privé candidats à l'agrément d'opérateur d'archéologie préventive, JORF 17 juillet 2004. Pris en application du Code du patrimoine (Partie législative) et du décret n°2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive (article 75) codifié dans la partie réglementaire du Code du patrimoine (article R. 522-9). Version consolidée au 6 décembre 2018

[Arrêté du 25 août 2004](#) portant définition des conditions de bonne conservation des vestiges archéologiques mobiliers, JORF 7 septembre 2004. Pris en application du Code du patrimoine (Partie législative) et du décret n°2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive (article 62) codifié dans la partie réglementaire du Code du patrimoine (article R. 523-68). Version consolidée au 4 décembre 2017

[Arrêté du 16 septembre 2004](#) portant définition des normes d'identification, d'inventaire, de classement et de conditionnement de la documentation scientifique et du mobilier issu des diagnostics et des fouilles archéologiques, JORF 28 septembre 2004. Pris en application du Code du patrimoine (Partie législative) et du décret n°2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive (article 60) codifié dans la partie réglementaire du Code du patrimoine (article R. 523-66)

[Arrêté du 27 septembre 2004](#) portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques, JORF 14 octobre 2004. Pris en application du Code du patrimoine (Partie législative) et du décret n°2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive (article 58) codifié dans la partie réglementaire du Code du patrimoine (article R. 523-64)

[Arrêté du 31 janvier 2005](#) (modifié par l'[arrêté du 2 juin 2006](#)) portant définition du contenu de la demande de prise en charge du coût de la fouille et des pièces à produire pour la constitution du dossier, JORF 11 février 2005

[Arrêté du 8 avril 2008](#) portant définition de l'échelle d'évaluation de l'importance d'une découverte fortuite des vestiges archéologiques immobiliers, JORF 4 juin 2008. Version consolidée au 6 décembre 2018

[Arrêté du 28 juillet 2008](#) portant définition des modalités d'attribution des récompenses pour découverte fortuite des vestiges archéologiques immobiliers, JORF 6 août 2008. Version consolidée au 6 décembre 2018

2.3.1.2. Ouvrages généraux, rapports et articles

**L'archéologie en France : missions et acteurs* [en ligne], Paris, Ministère de la culture et de la communication, Direction générale des patrimoines, Sous-direction de l'archéologie, 2018, 28 p.
<http://www.culturecommunication.gouv.fr/content/download/28055/233623/file/archo_en_france_missions&acteurs_2012.pdf> (consulté le 4 janvier 2021)

*BURET Catherine, « Comment les musées de France peuvent-ils s'approprier des collections archéologiques ? », *Musées et collections publiques de France*, 2012, n° 265, p. 37-38.

*DEMOULE Jean-Paul, « Une nouvelle loi pour l'archéologie », *Archéologia*, novembre 2015, n° 537, p. 70-71.

**Directives sur la protection du patrimoine archéologique*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 2000, 34 p.

*FAURE Martine, *Pour une politique publique équilibrée de l'archéologie préventive* [en ligne] : Rapport de mission auprès de la Ministre de la Culture et de la Communication, 2015, 63 p.
<https://www.culture.gouv.fr/content/download/117971/file/201505_Rapport-Faure_Archeologie-preventive.pdf> (consulté le 4 janvier 2021)

*FAURE Martine, « La réforme de l'archéologie préventive : pour une pratique équilibrée et apaisée ». Propos recueillis par Ludivine PECHOUX, *Dossiers d'archéologie*, 2015, n° 372, p. 74-75.

*FRIER Pierre-Laurent (dir.), *Le nouveau droit de l'archéologie préventive*, Paris, L'Harmattan, 2004, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 275 p.

*GARCIA Dominique, *Le livre blanc de l'archéologie préventive* [en ligne], Paris, Ministère de la culture et de la communication, Commission d'évaluation scientifique économique et sociale de l'archéologie préventive, 2013, 154 p.
<http://www.culturecommunication.gouv.fr/content/download/72354/552658/file/livre_blanc_archeologie_preventive.pdf> (consulté le 4 janvier 2021)

*NÉGRI Vincent (dir.), *Le patrimoine archéologique et son droit. Questions juridiques, éthiques et culturelles*, Bruxelles, Bruylant, 2015, 360 p.

*NÉGRI Vincent (dir.), *Archéologie et bien commun : figures de la propriété et du préjudice archéologiques : rapport final de recherches n°17.35* [en ligne], ISP (Institut des sciences sociales du politique), CNRS, ENS Cachan, Université Paris 10, Ministère de la Justice : Mission de recherche Droit et Justice, Ministère de la Culture, 2021, 213 p.
<<http://www.gip-recherche-justice.fr/publication/conservation-et-dispersion-des-biens-archeologiques-figures-de-la-proprieté-et-du-prejudice-archeologiques-le-patrimoine-archeologique-en-justice-protection-de-l'universalité-de-la-connaissance-e/>> (consulté le 19 juillet 2021)

*NÉGRI Vincent, CAMARA Abdoulaye (dir.), *La protection du patrimoine archéologique : fondements sociaux et enjeux juridiques*, Paris, L'Harmattan, 2016, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 244 p.

**Patrimoine archéologique : un bien fragile et non renouvelable* [en ligne], Paris, Ministère de la Culture, Direction générale des patrimoines, Sous-direction de l'archéologie, 2018, 4 p.
<<https://www.culture.gouv.fr/Media/Thematiques/Archeologie/Fichier-PDF/Brochures/patrimoine-archeologique-un-bien-fragile-et-non-renouvelable>> (consulté le 4 janvier 2021)

*PAYRAUD Nicolas, « Archéologie, collectivités et aménagement du territoire : un débat permanent », *Les Cahiers de la fonction publique*, juillet-août 2015, n° 357, p. 49-53.

*WAGENER Noé, « La réforme du droit de l'archéologie », In « Dossier : loi CAP », Paris, Dalloz, 2017, (coll. Revue de droit immobilier : urbanisme, construction, n° 2), p. 68-71.

2.3.2 Environnement

2.3.2.1 Textes officiels [en ligne] <<http://www.legifrance.gouv.fr>> (consulté le 4 janvier 2021)

[Code de l'environnement, Livre III - Espaces naturels](#)

[Loi n° 93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques](#)

[Loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages \(1\), JORF 9 août 2016](#)

[Décret n°2006-922 du 26 juillet 2006 relatif à la gestion des sites Natura 2000 et modifiant le code de l'environnement](#)

[Décret n°2006-943 du 28 juillet 2006 relatif aux établissements publics des parcs nationaux et modifiant le code de l'environnement](#)

*Protection de la nature, Convention de Washington, Textes communautaires et internationaux, Paris, Journal officiel de la République française, 1990, 417 p.

[Règlement \(CE\) n° 338/97 modifié du Conseil du 9 décembre 1996](#) relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce

2.3.2.2 Ouvrages généraux, rapports et articles

*BASSIRE Nathalie, *Rapport d'information déposé par la Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire en application de l'article 145-7 du Règlement sur la mise en application de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages*, Paris, Assemblée nationale, 2018, (coll. Rapport d'information, n° 1096), 251 p.

*BONNIN Marie, *Les corridors écologiques : vers un troisième temps du droit de la conservation de la nature ?*, Paris, L'Harmattan, 2008, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 176 p.

*BRACQ Sébastien, ZAGO Alexandre, *Comprendre et s'approprier l'acte II de la loi Montagne*, Voiron, Editions territorial, 2017, (coll. Les essentiels), 99 p.

*CORNU Marie, FROMAGEAU Jérôme (dir.), *Le droit de la forêt au XXI^e siècle : aspects internationaux*, Actes du colloque organisé par la section Ile-de-France de la Société française du droit de l'environnement, 5-6 décembre 2002, avec la collaboration du Centre de recherche sur le droit du patrimoine culturel et naturel, Paris, L'Harmattan, 2004, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 303 p.

*CORNU Marie, FROMAGEAU Jérôme (dir.), *La forêt en France au XXI^e siècle : enjeux politiques et juridiques*, Actes du colloque organisé par la section Ile-de-France de la Société française du droit de l'environnement, 5-6 décembre 2002, avec la collaboration du Centre de recherche sur le droit du patrimoine culturel et naturel, Paris, L'Harmattan, 2004, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 255 p.

*CORNU Marie, FROMAGEAU Jérôme (dir.), *Genèse du droit de l'environnement*, Paris, L'Harmattan, 2001, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel).

Vol. 1 : *Fondements et enjeux internationaux*, 232 p.

Vol. 2 : *Droit des espaces naturels et des pollutions*, 284 p.

*CORNU Marie, FROMAGEAU Jérôme (dir.), *Le patrimoine culturel et la mer : aspects juridiques institutionnels*, Paris, L'Harmattan, 2002, 2 vol., (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel).

*DUSOULIER François, « Droit de l'environnement et droit du patrimoine : quelles place pour les archives de la biodiversité ? », *La Lettre du Comité français de l'ICOM*, 2015, n° 39, p. 7-11.

*GRANDJEAN Solène, *La forêt et le droit : la définition de la forêt en droit français*, Paris, L'Harmattan, 2020, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 128 p.

*HUMANN Sophie, « Loi Elan. Des brèches dans le paysage », *Vieilles maisons françaises*, 2019, n° 283, p. 21-24.

*« La loi ASAP : vers une régression du droit de l'environnement ? », *Patrimoine-environnement*, 2021, n° 200, p. 46-48.

*MASSON-MARET Hélène, VAIRETTO André, *Rapport d'information fait au nom de la commission du développement durable, des infrastructures, de l'équipement et de l'aménagement du territoire(1) sur la protection et la mise en valeur du patrimoine naturel de la montagne* [en ligne], Paris, Sénat, 2014, (coll. Rapports du Sénat, n° 384), 142 p.
<<http://www.senat.fr/rap/r13-384/r13-3841.pdf>> (consulté le 4 janvier 2021)

*MORAND-DEVILLER Jacqueline, *Le droit de l'environnement*, 12^e éd., Paris, Presses universitaires de France, 2019, (coll. Que sais-je ?, n° 2334), 127 p.

MORAND-DEVILLER Jacqueline, BENICHOT Jean-Claude (dir.), *Mondialisation et globalisation des concepts juridiques : l'exemple du droit de l'environnement*, Paris, IRJS Editions, 2010, (Mission de recherche « Droit et Justice », tome 22)

*NATHAN Michèle, *Avant-projet de loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne* [en ligne], Paris, Journal officiel de la République française, avis et rapports du Conseil économique, social et environnemental, 2016, 82 p.
<<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/164000588.pdf>> (consulté le 4 janvier 2021)

*PISSALOUX Jean-Luc, RAINAUD Anne (dir.), *Les trente ans de la loi littoral*, Paris, L'Harmattan ; Groupement de recherche sur l'administration locale en Europe–GIS–GRALE–CNRS, 2017, (coll. Questions juridiques), 416 p

PRIEUR Michel, *Droit de l'environnement*, 7^e éd., Paris, Dalloz, 2016, 1272 p.

ROCHE Catherine, *L'essentiel du droit de l'environnement : 2017-2018*, 9^e éd., Issy-les-Moulineaux, Gualino, 2017, 165 p.

ROMI Raphaël, *Droit de l'environnement*, 9^e éd., Paris, Montchrestien, 2016, 668 p.

*ROMI Raphaël, BAIN-THOUVEREZ Justine, DUBREUIL Thomas et al., *Droit international et européen de l'environnement*, 3^e éd., Issy-les-Moulineaux, LGDJ ; Lextenso éditions, 2017, (coll. Domat droit public), 330 p.

*SAUMET Dominique, « Le protection juridique des arbres en France », *Sites et monuments, Société pour la Protection des Paysages et de l'Esthétique de la France*, 2013, n° 220, p. 27-31.

*SORIA Olivier, *Petit vocabulaire du droit de l'environnement*, Bordeaux, Ed. Confluences, 2009, 61 p.

TRUILHÉ-MARENGO Eve, *Droit de l'environnement de l'Union européenne, Orléans, Larcier-Collection Paradigme*, 2015, 409 p.

*VAN LANG Agathe, *Droit de l'environnement*, 5^e éd. mise à jour, Paris, PUF, 2021, (coll. Thémis. Droit), 623 p.

2.3.3 Espaces protégés

2.3.3.1 Textes officiels [en ligne] <<http://www.legifrance.gouv.fr>> (consulté le 4 janvier 2021)
[Code du patrimoine Art. L. 642-1 et s.](#)

[Code de l'urbanisme. Articles L 313.1 et suivants.](#)

[Loi n°83-8 du 7 janvier 1983](#) modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, *loi Defferre*

[Décret n°2011-1903 du 19 décembre 2011](#) relatif aux aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AMVAP)

[Circulaire n°2007-50 du 31 août 2007](#) relative aux conditions d'application du décret n°2007-452 du 25 mars 2007 relatif aux secteurs sauvegardés.

2.3.3.2 Ouvrages généraux, rapports et articles

* « Les architectes des bâtiments de France et le Grenelle 2 », Dossier, *La Lettre d'Echanges*, novembre 2009, n° 37, p. 1-17.

*BONNEAU Olivier, « AVAP, renouvellement des ZPPAUP dans la continuité », *La pierre d'angle*, novembre 2010, n° 55, p. 46-47.

*CORNU Marie, FERAULT Marie-Agnès, FROMAGEAU Jérôme (dir.), *Patrimoine architectural, urbain et paysager : enjeux juridiques et dynamiques territoriales*, Actes du colloque organisé par la Direction de l'architecture et du patrimoine du Ministère de la culture et de la communication en partenariat avec le Groupe de recherche sur le droit du patrimoine culturel et naturel et l'Association du patrimoine rhônalpin, 6-8 décembre 2001, Lyon, Paris, L'Harmattan, 2003, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel).

*DAUGE Yves, *Plan national en faveur des nouveaux espaces protégés* [en ligne], Paris, Rapport au Premier ministre Bernard Cazeneuve, septembre 2016, 56 p.
http://www.assoFrance-patrimoine-mondial.org/wp-content/uploads/2017/04/plan_national_dauge.pdf
(consulté le 4 janvier 2021)

**Espaces protégés : les abords des monuments historiques : fiche pratique*, Paris, Ministère de la culture, juin 2017, 3 p.
<https://www.culture.gouv.fr/content/download/164969/1848196/version/2/file/FichePratique_Abords_MonumentsHistoriques_20170612.pdf> (consulté le 4 janvier 2021)

*FERAULT Marie-Agnès, CONDOU Alexandrine (collab.), *Guide pratique d'élaboration des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP)* [en ligne], Paris, Ministère de la culture et de la communication, Direction de l'architecture et du patrimoine, Sous-direction des monuments historiques et des espaces protégés, 2008, 67 p.

*FLOUQUET Sophie, « Loi patrimoine : à quoi ressembleront les cités historiques ? », *Vieilles maisons françaises*, novembre 2015, n° 264, p. 15-16.

*LACAZE Julien, « Loi patrimoine : quel bilan pour un palimpseste ? », *Sites & Monuments*, 2016, n° 223, p. 6-12.

*LACAZE Julien, « Projet de loi « patrimoine » : la ruine d'un héritage législatif ? », *Sites & Monuments*, 2015, n° 222, p. 10-23.

*MARINOS Alain, « Le patrimoine architectural urbain et paysager. Pour un partagé apaisé des responsabilités », *Pour mémoire, revue des ministères de la transition écologique, de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, de la mer*, 2020, n° 21, p. 146-153.

*MONAMY Francis, « Protection des abords des monuments historiques : une réforme entre inquiétudes et progrès », *Vieilles maisons françaises*, novembre 2016, n° 270, p. 92-93.

*MONNIER Mireille, *L'urbanisme de protection : un droit au service du patrimoine*, Paris, Gualino éditeur ; Lextenso éditions, 2013, (coll. Master), 206 p.

*PEYNET Philippe, « Faire face à un avis défavorable de l'architecte des Bâtiments de France », *La Gazette des communes, des départements, des régions*, 2018, n° 34/2430, p. 68-69

2.3.4 Monuments historiques

2.3.4.1 Textes officiels [en ligne] <<http://www.legifrance.gouv.fr>> (consulté le 4 janvier 2021)

[Code du patrimoine. Livre VI – Monuments historiques, sites et espaces protégés](#)> (consulté le 4 janvier 2021)

[Ordonnance n° 2017-651 du 27 avril 2017 relative aux immeubles et objets mobiliers classés ou inscrits au titre des monuments historiques](#) (consulté le 4 janvier 2021)

2.3.4.2 Ouvrages généraux, rapports et articles

*BADY Jean-Pierre, CORNU Marie, FROMAGEAU Jérôme, LENIAUD Jean-Michel, NEGRI Vincent (dir.), *De 1913 au Code du patrimoine, une loi en évolution sur les monuments historiques*, Paris, La documentation française, 2018, 623 p.

*BERCÉ Françoise, « Le centenaire de la loi de 1913 », *Monumental*, 2013, semestriel 2, p. 62-63.

*BOUTGES Margot, « protection au titre des monuments historiques : les tendances 2017 », *Le Journal des arts*, 2018, n° 503, p. 12.

*CALLON Jean-Éric, VERJAT Armelle, *Protection des monuments historiques : labels, financement, urbanisme, fiscalité*, Paris, Le moniteur, (coll. Pratique du droit), 2016, 300 p.
(Nouv. éd. à paraître en 2020)

**100 ans d'objets monuments historiques en Bretagne* [en ligne], Rennes, Direction régionale des affaires culturelles de Bretagne, 2013, 63 p.

**Directives sur la protection du patrimoine architectural*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 2000, 88 p.

*GOURMELEN René-Jean, *La protection juridique des monuments historiques, analyse et relecture d'un modèle*, Paris, L'Harmattan, 2016, 908 p.

*GUIBERT Richard-Emmanuel, *Monuments historiques : régime juridique, fiscalité et subventions*, Héricy, Puits fleuri, 2002, 175 p.

*LACAZE Julien, « Charles Bernier (1857-1936), père retrouvé de la loi de 1913 », *Sites et monuments, Société pour la Protection des Paysages et de l'Esthétique de la France*, 2013, n° 220, p. 69-81.

« Loi 1913 : un monument juridique », *Juristourisme, le mensuel des acteurs du tourisme et des loisirs*, juin 2013, n° 154, p. 19-47.

*MENGUI Brigitte, « Monuments historiques : l'ordonnance est parue », *lagazette.fr* [en ligne], 28 avril 2017.
<<http://www.lagazettedescommunes.com/503068/monuments-historiques-lordonnance-est-parue/>>
(consulté le 4 janvier 2021)

**1913, genèse d'une loi sur les monuments historiques*, Paris, La Documentation française pour le Comité d'histoire du ministère de la culture et de la communication, (coll. Travaux et documents, n° 34), 2013, 602 p.

*« 1913, il était une loi... », *Juris art etc.*, décembre 2013, n° 8.

**1913-2013, protéger les monuments historiques en Midi-Pyrénées* [en ligne], Toulouse, DRAC Midi-Pyrénées, 2013, 83 p.

**1913-2013, un siècle de monuments historiques*, Paris, Editions du patrimoine, 2013, n. p.

*NOBLET Christel de, *Protection du patrimoine architectural aux Etats-Unis et au Royaume-Uni : initiative privée à but non lucratif*, Paris, L'Harmattan, 2009, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 335 p.

*« La politique de protection au titre des monuments historiques », *Monumental*, 2011, semestriel 1, p. 6-33.

*PRIEUR Michel, AUDRERIE Dominique (dir.), *Les monuments historiques, un nouvel enjeu ? Actes du colloque organisé par le CRIDEAU et le Centre international de droit comparé de l'environnement*, Paris, L'Harmattan, 2004, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 175 p.

* *Protection des monuments historiques : de la constitution du dossier à la gestion au quotidien* : séminaire de formation continue, Paris, Institut national du patrimoine, Paris, Institut national du patrimoine, 2019, (coll. Dossier formation permanente, n° 805).

Orientation bibliographique [en ligne], Paris, Centre de ressources documentaires du département des conservateurs de l'Institut national du patrimoine, 2019.

<<http://mediatheque-numerique.inp.fr/Bibliographies/Protection-des-monuments-historiques-de-la-constitution-du-dossier-a-la-gestion-au-quotidien>> (consulté le 4 janvier 2021)

* « La protection du patrimoine monumental français : un état des lieux », *Vie-publique.fr* [en ligne], 8 avril 2020.

<<https://www.vie-publique.fr/eclairage/273873-la-protection-du-patrimoine-monumental-francais-un-etat-des-lieux>> (consulté le 4 janvier 2021)

*SCHOENSTEIN Frantz, « Origines et évolutions de la protection des monuments historiques en France », *Sites et monuments, Société pour la Protection des Paysages et de l'Esthétique de la France*, 2013, n° 220, p. 63-67.

*SCHOENSTEIN Frantz, « La politique de protection des monuments historiques en France », *Monumental*, 2013, semestriel 2, p. 64-67.

*TOUZEAU-MOUFLARD Line, « Les travaux sur les immeubles protégés après la loi du 7 juillet 2016 », In « Dossier : loi CAP », Paris, Dalloz, 2017, (coll. Revue de droit immobilier : urbanisme, construction, n° 2), p. 64-67.

*TOUZEAU Line, *La protection du patrimoine architectural contemporain : recherche sur l'intérêt public et la propriété en droit de la culture*, Paris, L'Harmattan, 2011, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 269 p.

*TOUZEAU-MOUFLARD Line, VERJAT Armelle, *La protection des monuments historiques : patrimoine immobilier*, 2^e éd., Lyon ; Paris, Juris éditions, Dalloz, 2018, (coll. Juris tourisme – Hors série), 295 p.

*« Un siècle de protection des monuments historiques », *AJDA, L'actualité juridique, droit administratif*, 28 octobre 2013, n° 36.

*VERJAT Armelle, *Préservation et mise en valeur des monuments historiques privés : la fiscalité de l'impôt sur le revenu*, Paris, L'Harmattan, 2011, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 420 p.

2.3.5 Urbanisme

2.3.5.1 Textes officiels [en ligne] <<http://www.legifrance.gouv.fr>> (consulté le 4 janvier 2021)

[Code de l'urbanisme](#)

[Décret n°2001-959 du 19 octobre 2001](#), pris pour l'application de l'article 120 de la loi 2000-1208 relative à la solidarité et au renouvellement urbains

[Décret n°2002-120 du 30 janvier 2002](#), relatif aux caractéristiques du logement décent pris pour l'application de l'article 187 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains.

Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) présenté au nom de M. Édouard Philippe, Premier ministre, par M. Jacques Mézard, ministre de de la cohésion des territoires [en ligne], Paris, Assemblée nationale, 4 avril 2018, (coll. Assemblée nationale, n° 846), 588 p.

<<http://www.assemblee-nationale.fr/15/pdf/projets/pl0846.pdf>> (consulté le 2 janvier 2020)

2.3.5.2 Ouvrages généraux, rapports et articles

AUBY Jean-Bernard, PERINET-MARQUET Hugues, NOGUELLOU Rozen, *Droit de l'urbanisme et de la construction*, 11^e éd., Issy-les-Moulineaux, LGDJ ; Lextenso éditions, 2017, (coll. Domat droit public-droit privé), 1236 p.

Code de l'urbanisme, annoté et commenté, Paris, Dalloz, 2021, 3596 p.

« Communiqué FNE – S&M – CNOA : Un mauvais ELAN pour nos villes », *Sites & monuments* [en ligne], 29 mai 2018
<<http://www.sppef.fr/2018/05/29/communiqu%C3%A9-fne-sm-cnoa-un-mauvais-elan-pour-nos-villes/>> (consulté le 4 janvier 2021)

*GUILLOU Francine, « La loi Elan suscite des crispations », *Le Journal des arts*, 2018, n° 503, p. 8.

HERCÉ Steve, *Le PLU (i) : régime juridique, élaboration, modification, révision, contentieux*, 3^e éd., Paris, Le Moniteur, 2017, (coll. Guides juridiques), 380 p.

JÉGOUZO Yves (dir.), *Droit de l'urbanisme : dictionnaire pratique*, Paris, Le Moniteur, 2013, (coll. Dictionnaire), 1095 p.

*MERLIN Pierre, CHOAY Françoise, *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*, nouv. éd., Paris, Presses universitaires de France, 2015, 839 p.

*MONTECLER Marie-Christine de, « Adoption définitive de la loi ASAP devenue fourre-tout », *Dalloz-actualité.fr* [en ligne], 30 octobre 2020.
<<https://www.dalloz-actualite.fr/flash/adoption-definitive-de-loi-asap-devenue-fourre-tout#.X7Zvp1VKiUk>> (consulté le 4 janvier 2021)

*PLANCHET Pascal, « La rénovation du cadre de la protection patrimoniale : une réforme sous le signe du compromis », In *Dossier : loi CAP*, Paris, Dalloz, 2017, (coll. Revue de droit immobilier : urbanisme, construction, n° 2), p. 59-63.

**Projet de loi « ELAN » : la commission de la culture souhaite concilier les impératifs de développement économique et de préservation du patrimoine* [en ligne], Paris, Sénat, 19 avril 2018.
<<https://www.senat.fr/presse/cp20180419c.html>> (consulté le 4 janvier 2021)

*RYKNER Didier, « Avis conforme des ABF, recours des associations... : le patrimoine une nouvelle fois gravement menacé », *La Tribune de l'art* [en ligne], 16 mai 2018.
<<https://latribunedelart.com/avis-conforme-des-abf-recours-des-associations-le-patrimoine-une-nouvelle-fois-gravement-menace>> (consulté le 4 janvier 2021)

2.4 Droit du patrimoine mobilier

2.4.1 Ouvrages généraux, rapports et articles

**Directives sur la protection du patrimoine mobilier*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 2000, 70 p.

*FERRY-MACCARIO Nicole, SILHOL Olivier, *Droit de l'art*, 2^e éd., Paris, Ellipses, 2014, 134 p.

*MOUREN Raphaële (dir.), *Dons et legs dans les bibliothèques publiques : « Je lègue ma bibliothèque à... »*, actes de la Journée d'études annuelle Droit et patrimoine, 4 juin 2007, Lyon organisée par l'Ecole nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques et le Centre de conservation du livre, Gap, Atelier Perrousseau ; Arles, Centre de conservation du livre, 2010, (coll. Kitab Tabulae), 222 p.

*SCHOENSTEIN Frantz, « La protection des objets mobiliers au titre des monuments historiques en France ; Evolution du droit et de la politique de protection, 1840-2010 », *Monumental*, 2011, semestriel 1, p. 10-15.

2.4.2 Archives

2.4.2.1 Textes officiels [en ligne] <<http://www.legifrance.gouv.fr>> (consulté le 4 janvier 2021)

Lois

[Code du patrimoine](#)

[Loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal \(loi CADA\)](#)

[Loi n° 2013-1005 du 12 novembre 2013 habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens](#)

Décrets, arrêtés

Dérogations générales

[Arrêté du 29 avril 2002](#) instituant une dérogation générale pour la consultation de Fonds d'archives publiques concernant la Seconde Guerre mondiale

[Arrêté du 20 décembre 2012](#) instituant une dérogation générale pour la consultation des registres matricules du recrutement militaire de la Première Guerre mondiale

[Arrêté du 24 septembre 2014](#) instituant une dérogation générale pour la consultation d'archives publiques relatives à l'affaire Thiaroye (MINDEF)

Modalités particulières d'accès aux documents ou de publication

[Arrêté du 28 mai 2014](#) fixant les modalités de consultation par les électeurs des éléments des déclarations de situation patrimoniale des membres du Parlement définis à l'article LO 135-2 du code électoral

[Décret n° 2014-950 du 21 août 2014](#) relatif à l'accès aux informations fiscales à des fins de recherche scientifique prévu par l'article L. 135 D du livre des procédures fiscales

[Décret n° 2015-91 du 28 janvier 2015](#) relatif aux modalités de publication des avis rendus par la commission d'examen des pratiques commerciales

[Décret n° 2015-506 du 6 mai 2015 pris pour l'application des articles L. 135-7, L. 212-3-1 et L. 212-3-3 du code de la propriété intellectuelle](#) (œuvres orphelines)

[Arrêté du 31 juillet 2015](#) relatif aux conditions sécurisées d'accès à l'enregistrement sonore prévu à l'article L. 723-7 – II du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

Autres textes

[Circulaires du Service interministériel des Archives de France](#)

[Décret n° 2017-933 du 10 mai 2017](#) portant diverses mesures de simplification et de modernisation relatives aux collectivités territoriales

2.4.2.2 Ouvrages généraux, rapports et articles

*Archives et sciences sociales : aspects juridiques et coopérations scientifiques, Actes des Journées d'études co-organisées par la Direction des Archives de France et le Centre de recherche sur le droit du patrimoine culturel, 3 et 4 novembre 2004, Paris, L'Harmattan, 2006, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 291 p.

*Archives privées : manuels et guides juridiques, Paris, La Documentation française, 2008, 128 p.

*CORNU Marie, FROMAGEAU Jérôme (dir.), *Archives des dictatures : enjeux juridiques, archivistiques et institutionnels*, Paris, L'Harmattan, 2015, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 201 p.

*CORNU Marie, FROMAGEAU Jérôme (dir.), *Archives et patrimoine*, actes du colloque organisé dans le cadre du programme CNRS « Archives de la création » par le Groupe de recherche sur le droit du patrimoine culturel et naturel, Paris, L'Harmattan, 2004, 2 vol., (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 188 p.

*CORNU Marie, FROMAGEAU Jérôme (dir.), *Archives et recherche : aspects juridiques et pratiques administratives*, actes du colloque organisé dans le cadre du programme CNRS « Archives de la création » à la Faculté Jean Monnet – Université Paris-Sud, 25-26 mai 2000 à Sceaux, Paris, L'Harmattan, 2003, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 209 p.

*CORNU Marie, FROMAGEAU Jérôme, MULLER Bertrand (dir.), *Archives de la recherche : problèmes et enjeux de la construction du savoir scientifique*, Paris, L'Harmattan, 2014, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 205 p.

*CORNU Marie, FROMAGEAU Jérôme, POTIN Yann (dir.), *Les archives et la genèse des lois*, Paris, L'Harmattan, 2016, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 292 p.

*CORNU Marie, FROMAGEAU Jérôme (dir.), *La préservation des archives privées et l'intérêt public : mutations et ruptures*, actes du colloque international organisé par le Centre de recherches sur le droit du patrimoine culturel et naturel en collaboration avec les Archives de France, les 14 et 15 octobre 2010 à l'Université Paris Sud 11, Paris, L'Harmattan, 2013, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 159 p.

*CORNU Marie, FROMAGEAU Jérôme (dir.), *Quel avenir pour les archives en Europe ? Enjeux juridiques et institutionnels*, actes du colloque international, 11-12 décembre 2008, Université Paris-Sud 11, Faculté Jean Monnet, Paris, L'Harmattan, 2010, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 208 p.

*CORNU Marie, FROMAGEAU Jérôme (dir.), *La revendication du patrimoine écrit : questions juridiques et pratiques institutionnelles*, Actes du colloque international, 15-16 juin 2006, Sceaux, organisé par le Centre de recherches sur le droit du patrimoine culturel et le Centre de droit pénal et de criminologie avec la collaboration de Direction des archives de France, Paris, L'Harmattan, 2009, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 211 p.

CORNU Marie, NOUGARET Christine POTIN Yann, RICARD Bruno, WAGENER Noé (dir.), *1979, Genèse d'une loi sur les archives*, Paris, La Documentation française, 2019, 731 p.

« *Droit de réutilisation ; les Archives nationales optent pour l'ouverture et la gratuité des données* » : communiqué de presse, 8 août 2017, Paris, Ministère de la Culture Direction générale des patrimoines Département de la communication, 2017.

<https://www.culture.gouv.fr/content/download/168212/1877499/version/3/file/20170808_MC-CP-Droits-de-reutilisation-Archives-nationales.pdf> (consulté le 4 janvier 2021)

*ÉTIENNE Geneviève, LIMON-BONNET Marie-Françoise, *Les archives notariales. Manuel pratique et juridique*, Paris, La Documentation française, Service interministériel des Archives de France, 2013, (coll. Manuels et guides pratiques), 296 p.

*KECSKEMETI Charles, SZEKELY Ivan, *L'accès aux archives : manuel pour la mise en œuvre de la Recommandation n° R(2000)13 sur une politique européenne en matière de communication des archives*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 2007, 110 p.

*MONNIER Sophie, FIORENTINO Karen (dir.), *Le droit des archives publiques, entre permanence et mutations* : actes du colloque tenu à Dijon en juin 2013, Paris, L'Harmattan, 2014, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 300 p.

*STIRN Bernard. *Rapport sur l'organisation administrative des Archives nationales* [en ligne], Paris, Ministère de la Culture et de la Communication, 19 octobre 2005, 91 p.

<<http://www.culture.gouv.fr/culture/actualites/rapports/stirn/rapport-stirn.pdf>> (consulté le 4 janvier 2021)

*TEXIER Bruno, « Emmanuel Macron facilite l'accès aux archives classifiées de plus de cinquante ans », *Archimag*, 2021, n° 343, p. 4.

2.4.3. Musées

2.2.3.1 Textes officiels [en ligne] <<http://www.legifrance.gouv.fr>> (consulté le 4 janvier 2021)

[Code du patrimoine Livre IV \(partie législative\)](#)

[Code du patrimoine Livre IV \(partie réglementaire\)](#)

[Ordonnance n° 45-1546 du 13 juillet 1945 modifiée portant organisation provisoire des musées des Beaux-Arts](#)

[Loi n° 93-20 du 7 janvier 1993 relative à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'œuvres d'art](#)

[Loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 modifiée relative aux musées de France](#)

[Décret n° 45-2075 du 31 août 1945 modifié portant application de l'ordonnance relative à l'organisation provisoire des musées des Beaux-Arts](#)

[Circulaire n° 2004/014 du 6 juillet 2004](#) relative aux procédures d'attribution de l'appellation "musée de France", de retrait de l'appellation et de transfert de la propriété des collections

[Note-circulaire du 19 juillet 2012 relative à la problématique des matériels d'étude et à la méthodologie préalable à l'affectation de certains de ces biens aux collections des musées de France](#)

2.4.3.2 Ouvrages généraux, rapports et articles

*BARBATO Jean-Christophe, BORIES Clémentine (dir.), *Européanisation et internationalisation du droit des musées* : actes du colloque organisé le 8 juin 2015 au Petit Palais par le CEDIN, le CDPC, DCS, l'IRDP et le Musée du Louvre, Paris, Pedone, 2017, (coll. Cahiers internationaux, n° 31), 230 p.

*BRISSAUD Olivia, « L'élaboration du principe d'inaliénabilité pour les collections muséales et les biens du domaine public mobilier sous la Révolution française », *Livraisons d'histoire de l'architecture*, 2013, n° 26, p. 141-156.

*CALAS Marie-France, HUMBERT Jean-Marcel, *Inaliénabilité et imprescriptibilité : utilité et bon usage du principe fixé par la loi du 4 janvier 2002 relative aux musées de France*, Paris, Direction des musées de France, 2007.

*CORNU Marie, MALLET-POUJOL Nathalie, *Droit, œuvres d'art et musées : protection et valorisation des collections*, Paris, CNRS Editions, 2006.

*FRIER Pierre-Laurent, « Le statut juridique des collections d'études », *Musées et collections publiques de France*, 2004, n° 241, p. 12-17.

*JACOBI Daniel, « Se défaire des collections muséales ? », *La Lettre de l'OCIM*, 2021, n° 196, p. 10-15.

*LAGAUCHE Agathe, *Les musées de France à l'heure de la métropolisation*, Paris, L'Harmattan, 2019, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 106 p.

* « Loi LCAP et collections archéologiques des musées de France », *Musées et collections publiques de France*, 2018, n° 278, p. 3-37.

*MAGET Antoinette, *Collectionnisme public et conscience patrimoniale : les collections d'antiquités égyptiennes en Europe*, Paris, L'Harmattan, 2009, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 605 p.

*MANCEL Jean-François, *Proposition de loi tendant à établir une réelle liberté de gestion des établissements culturels* [en ligne], Paris, Assemblée nationale, 27 septembre 2007.
<<http://www.assemblee-nationale.fr/13/pdf/propositions/pion0233.pdf>> (consulté le 4 janvier 2021)

*RICHERT Philippe, *Rapport fait au nom de la Commission des Affaires culturelles sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif aux musées de France*, Paris, Sénat, 2001, 160 p.

*RIGAUD Jacques, LANDAIS Claire, *Réflexion sur la possibilité pour les opérateurs publics d'aliéner des œuvres et leurs collections* [en ligne], rapport remis à Christine Albanel, Ministre de la culture et de la communication, Paris, Ministère de la Culture et de la communication, 2008.
<<http://www.culture.gouv.fr/culture/actualites/index-rapports.htm>> (consulté le 4 janvier 2021)

*TAUGOURDEAU Pierre, CHATELAIN François, *Œuvres d'art et objets de collections en droit français*, Paris, Litec, 2011, 218 p.

2.4.4. Patrimoine scientifique, technique et naturel

*BALLÉ Catherine, CUENCA Catherine, THOULOZE Daniel (dir.) et al., *Patrimoine scientifique et technique, un projet contemporain*, Paris, La Documentation française, 2010, 294 p.

*BALLÉ Catherine, CHAMBAUD Serge, CUENCA Catherine (dir.) et al., *Patrimoine contemporain des sciences et techniques*, Paris, La Documentation française, 2016, 387 p.

*CHATELAIN, Jean, *Le statut juridique des collections des musées d'histoire naturelle*, Dijon, OCIM, 1991, 43 p.

*CORNU Marie, « Du laboratoire au conservatoire, la difficile condition juridique de l'objet scientifique patrimonial », In BALLÉ Catherine, CHAMBAUD Serge, CUENCA Catherine (dir.) et al., *Patrimoine contemporain des sciences et techniques*, Paris, La Documentation française, 2016, p. 149-160.

*CORNU Marie, CUENCA Catherine, FROMAGEAU Jérôme (dir.), *Les collections scientifiques, de l'outil de connaissance à l'objet de patrimoine, aspects juridiques et pratiques professionnelles et institutionnelles*, Paris, L'Harmattan, 2010, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 119 p.

*MAY Roland, VAN PRAËT Michel, « Loi-musée et musées d'Histoire naturelle : regard sur 10 ans », *La Lettre de l'OCIM*, 2013, n°150, p. 44-46.

*PERBAL Ingrid, « Comment "gérer" les restes humains », *Le Journal des arts*, 2019, n° 518, p. 14.

*La politique de protection au titre des monuments historiques : le patrimoine mobilier technique, industriel et scientifique », *Monumental*, 2011, semestriel 1, p. 20-27.

-FOURNIER Luc, « Introduction », p. 20

-TRUILLET Jonathan, « Quelle protection juridique pour le patrimoine mobilier industriel ? l'exemple des métiers à tisser du Point de Sedan », p. 21

-PHILIPPON Jacques, « Le patrimoine mobilier industriel dans la région Nord-Pas-de-Calais », p. 22-23.

-PALOUZIÉ Hélène, « Les collections universitaires de Montpellier », p. 24-26.

-SOUBIGOU Gilles, « Renaissance du cabinet de physique du lycée Raymond-Poincaré de Bar-le-Duc », p. 27.

*RAINETTE Caroline, en collab. et sous la dir. scientifique de Marie CORNU et Catherine WALLAERT, *Guide juridique à l'usage des professionnels du patrimoine scientifique et technique*, Paris, L'Harmattan, 2008, (coll. Droit du patrimoine culturel et naturel), 186 p.

**Un patrimoine vivant, entre nature et culture : liber amicorum en l'honneur de Jérôme Fromageau*. Textes réunis par Laurent FONBAUSTIER et Géraldine GOFFAUX CALLEBAUT, Paris, Mare & Martin, 2019, (coll. Liber amicorum), 933 p.

*VAN PRAËT Michel, « Collections et restes humains : intérêt public et respect de la dignité », *La Lettre du Comité français de l'ICOM*, 2015, n° 39, p. 12-17.

*VAN PRAËT Michel, « La restitution des restes humains présents dans les collections françaises », *La Lettre de l'OCIM*, 2021, n° 196, p. 32-37.

*VAN PRAËT Michaël, CHASTANIER Claire (dir.), *Les restes humains dans les collections publiques : vade-mecum*, Dijon, OCIM ; Editions universitaires de Dijon, 2019, 27 p.

Consulter également :

Droit de la Culture et de la Communication

Ministère de la Culture :

< <https://www.culture.gouv.fr/Espace-documentation/Droit-de-la-culture-et-de-la-communication> >
(consulté le 4 janvier 2021)

Mémoloi, programme de recherche sur la mémoire des grandes lois patrimoniales

<<https://dpc.hypotheses.org/>>

<<http://memoloi.hypotheses.org/>> (consulté le 4 janvier 2021)

<<http://memoloi.huma-num.fr/sources-et-donnees/>> (consulté le 4 janvier 2021)

Droits d'auteur

© Institut national du patrimoine
